



Sommaire

1

Le Venezuela : une situation multiple

3

La France et le Mexique : le nouveau départ

4

Arrestation du trafiquant mexicain Joaquin « El Chapo » Guzman

6

Argentine/Union européenne : contentieux sur les exportations de biodiesel

9

A suivre : Les élections présidentielles en Colombie

Editorial

Le premier numéro de *Cita LATina*, lettre d'information du comité Amérique latine de l'ANAJ-IHEDN, dédiée à l'actualité latino-américaine, est désormais disponible. Son ambition est de proposer un aperçu des enjeux et des problématiques du continent.

Nous produisons une information sélectionnée et synthétique afin que nos lecteurs gardent un œil ouvert sur les dynamiques à l'œuvre de l'autre côté de l'Atlantique. Les thèmes abordés sont des éclairages s'appuyant sur des publications scientifiques, des titres de presses et parfois des entretiens. Nous ne porterons ici aucun jugement politique ou partisan en cherchant à mettre en perspective différents avis issus d'une pluralité de sources. Notre volonté est de partager notre connaissance et de développer l'intérêt des lecteurs pour cet immense espace, trop souvent méconnu.

Notre « rendez-vous latino » est une invitation bimestrielle à l'échange alors, échangeons,

Bonne lecture,

Pierre MAREY-SEMPER
Responsable du comité Amérique latine - ANAJ IHEDN
Membre du Comité Directeur
79^e session jeune – Besançon 2013



Le Venezuela : une situation multiple

Par Marguerite Desmichelle et Carole Herraiz

82^e session jeune, Paris 2014
Membres du comité Amérique latine

Comme toute embrasée de violence, la situation au Venezuela a fait couler beaucoup d'encre et il s'avère délicat de distinguer le vrai du faux.

Le 4 février 2014, des étudiants d'une université de l'intérieur du pays, ont organisé une manifestation de protestation contre le viol d'une de leurs camarades. La manifestation a été réprimée, des étudiants incarcérés et les protestations se sont immédiatement étendues à presque toutes les universités du pays. D'autres mouvements sociaux ont profité de l'occasion pour protester contre la pénurie « des produits alimentaires de base » depuis début 2013. Les partis d'opposition de droite, pour leur part, ont essayé de prendre en otage le mouvement de protestation en l'insérant dans leur propre agenda politique et, du moins à Caracas, de se placer au centre de la contestation. Ces derniers cherchent en effet "la salida" ou démission du Président Nicolas Maduro, élu en avril 2013 suite à la mort du leader bolivarien Hugo Chavez.

Le spectre des revendications est changeant selon les zones : à Caracas, les exigences de la majorité sont la démission du président, la libération des prisonniers politiques et le rejet de la violence. Dans les autres villes, qui ont souffert pendant des années de l'interruption des services publics et de la pénurie de produits de base, nombre des manifestants met aussi au cœur de ses revendications, les problèmes de l'inflation galopante, de la rareté et du manque d'eau et d'électricité, des pénuries de biens.

L'opposition qui cherche à profiter de la situation n'est pas non plus une et unanime quant à la position à adopter comme l'ont illustré les tâtonnements d'Henrique Capriles à s'engager dans les manifestations alors qu'il était favorable au dialogue.

Or, il ne faut pas sous-estimer la force du gouvernement qui, bien que rencontrant des dissensions en son sein, s'appuie également sur l'assise de son parti et de son armée épurée de ses éléments subversifs sous le gouvernement Chavez. Sa grande faiblesse en revanche s'illustre dans la perte par l'Etat du monopole de la violence comme l'indique les taux records de criminalité et d'impunité que connaît le pays. La répression et la violence sont le fait principalement de la Garde nationale bolivarienne (GNB), du Service national de renseignement bolivarien (SEBIN), et des groupes paramilitaires indirectement financés et ouvertement encouragés par le gouvernement dont les collectifs civils armés.

Il faut aussi être attentif à la réaction régionale. En effet, le gouvernement Maduro a reçu le soutien de l'OEA à l'exception des Etats Unis, du Canada et de Panama. L'UNASUR a également envoyé une délégation sur place faisant obstacle à la tentative

d'intervention des Etats Unis.

La situation vénézuélienne est aussi un révélateur des dissensions régionales et de la faiblesse du consensus.

L'explosion de violence vénézuélienne met à mal une réponse régionale tardive caractérisée par l'absence des chefs d'Etat pourtant clés et omniprésents dans la résolution d'autres conflits précédents comme au Paraguay ou encore en Bolivie.

A lire également :

- Elections au Panama : victoire de Varela
- retour du Paraguay dans l'UNASUR
- Chine / Mercosur et Cuba

POINTS CLES

Chronologie

1999 – 2013 : Hugo Chavez président du Venezuela. Elu avec 56% des voix à la présidentielle de décembre 1998

5 mars 2013 : Décès d'Hugo Chavez

14 avril 2013 : victoire de Nicolas Maduro, héritier d'Hugo Chavez à la présidentielle contre Henrique Capriles

Chiffres-clefs CIA World Factbook 2013

56,2% : taux d'inflation du Venezuela en 2013

297 milliards de barils de pétrole : réserves de pétrole, les plus importantes prouvées à échelle mondiale

Taux de croissance : 1.2% en 2013 (5.6% en 2012)

Taux d'homicides : 79/100 000 en 2013 (55/100 000 en 2012)

24 000 morts violentes en 2013 (Observatoire Vénézuélien de la Violence)



La France et le Mexique : Le nouveau départ

Par Emilie Boutin

Membre du comité Amérique latine

« La relation entre la France et le Mexique, riche mais parfois houleuse, a bénéficié au cours des derniers mois de l'impulsion d'une nouvelle dynamique que la visite présidentielle des 10 et 11 avril est venue consacrer. »

« Marchamos mano en la mano. Y viva México ! »¹, avait déclaré en 1964, le général de Gaulle, plein de verve, du balcon central du Palais national de Mexico devant des milliers de Mexicains venus l'acclamer. Désireux de marquer le 50e anniversaire de cette visite restée dans les annales, le président français s'est rendu au Mexique en avril dans le cadre d'une visite destinée à redonner du souffle à la relation franco-mexicaine, mise à mal par l'affaire Florence Cassez.

Bien plus modeste, ce voyage officiel n'en a pas moins témoigné d'un moment privilégié entre nos deux pays. En octobre 2012, peu de temps après son élection, le président Enrique Peña Nieto, avait exprimé sa volonté de réconciliation, facilitant par la suite dès les premiers jours de son mandat la libération de la Française. En réponse, quelques mois plus tard, le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, venait symboliquement célébrer le 14 juillet au Mexique et annonçait par là même la création d'un Conseil stratégique franco-mexicain destiné à proposer des mesures de relance des investissements et des échanges. Une importante délégation des principaux chefs d'entreprises français, venus récolter les fruits de ces efforts, a ainsi accompagné François Hollande, plaçant la visite sous le signe de la diplomatie économique.

Si tant est que beaucoup de média se sont plus à éclipser, par l'affaire Versini¹, ces retrouvailles entre Paris et Mexico, le bilan des 41 accords signés, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures et de la sécurité, reste éloquent. L'industrie aéronautique, mise à l'honneur par les visites des usines d'Airbus Helicopters et Safran puis l'inauguration d'un campus aéronautique franco-mexicain, s'est taillée la part du lion avec la signature de plusieurs projets importants ; la mise en place d'un fonds d'investissement mexicain, d'une ampleur de 250 à 500 millions de dollars, visant à financer l'implantation de sous-traitants français dans ce secteur clef au Mexique est à cet égard emblématique¹. Parallèlement, face aux opportunités que semble offrir la réforme de l'énergie, de nombreuses entreprises françaises, en tête desquelles Total et GDF-Suez, ont commencé à déployer leur stratégie ou négocié de premiers partenariats.

Pour le vice-ministre mexicain des Affaires étrangères, Carlos de Icaza, il ne fait aucun doute: « La France est le 16e partenaire commercial du Mexique et pourrait devenir l'un des premiers »². Au-delà de cet élan d'optimisme exprimé de part et d'autre de l'Atlantique, il est clair que le Mexique et la France ont résolument franchi un nouveau pas dans leur relation - preuve en est que le président mexicain a d'ores et déjà annoncé une visite en France pour le 14 juillet 2015.

¹ « Marchons main dans la main. Et vive le Mexique ! »

² Affaire Versini: La Française accuse son ancien mari, Arturo Montiel, ex-gouverneur de l'Etat de Mexico et oncle de l'actuel président, de retenir au Mexique leurs trois enfants



Arrestation du trafiquant mexicain

Joaquin « El Chapo » Guzman

Par
Victor Lacadée

Membre du comité Amérique latine

L'arrestation du trafiquant de drogue mexicain Joaquín Guzmán Lorea, le 22 février dernier à Mazatlán (Etat du Sinaloa) par des éléments de la marine mexicaine marque une étape symbolique dans la lutte contre le narcotrafic. Le trafiquant surnommé « El Chapo » dirige depuis plusieurs dizaines d'années le Cartel de Sinaloa, considéré comme l'organisation criminelle la plus puissante et sophistiquée de la région, spécialisée dans la production et le trafic international de drogue.

"El Chapo" a par le passé déjà été arrêté en 1993 au Guatemala, avant de s'évader en 2001 d'une prison de haute sécurité de l'Etat de Jalisco (Mexique). Il s'agit d'un personnage sulfureux, quasi légendaire, souvent comparé au baron de la drogue colombien Pablo Escobar et classé depuis 2009 par le magazine Forbes parmi les 400 plus importantes fortunes de la planète.

Une lutte engagée depuis 2006

Dès son arrivée au pouvoir en 2006, l'ex-président Felipe Calderón avait déclaré la guerre

au narcotrafic en engageant les forces armées sur le terrain.

La stratégie de lutte frontale visant à neutraliser les leaders des organisations criminelles s'est avérée contreproductive engendrant des violences, des guerres de successions et multipliant le nombre de Cartels. Au lendemain de son élection en décembre 2012, le nouveau président Enrique Peña Nieto avait exprimé une volonté de rupture avec la politique de son prédécesseur jugée trop répressive, tout en estimant nécessaire le maintien de la lutte armée durant les premiers mois de son mandat.

Si son arrestation constitue une avancée indéniable dans la lutte que mène le Mexique contre le narcotrafic et un progrès pour l'Etat de Droit, elle reste entachée d'incertitudes et ses conséquences doivent être nuancées. Le quotidien mexicain *La Jornada* évoque des zones d'ombre quant à cette arrestation.

Plusieurs agences de sécurité américaines dont la DEA¹ auraient joué un rôle en fournissant des renseignements aux autorités mexicaines, favorisant



Source/Nortedigital.mc

Manifestation dans le Sinaloa contre l'extradition del Chapo.

l'arrestation du trafiquant qui fait l'objet de demandes d'extradition dans six Etats américains.

L'incertitude quant au degré de participation des américains ravive le malaise de l'opinion mexicaine face à une éventuelle ingérence du voisin du nord sur son territoire. *La Jornada* s'interroge également sur le manque de volonté politique ayant permis au trafiquant de rester pendant plus de 13 ans en cavale.

Enfin, le coup porté au Cartel de Sinaloa et plus généralement au Narcotrafic dans la région est à nuancer. "El Chapo" est connu pour avoir délégué ces dernières années, de sorte que le Cartel peut aisément fonctionner sans lui. Et les précédentes arrestations ont montré la capacité des Cartels à se restructurer et se réorganiser rapidement après la perte de leurs leaders pour fournir un marché lucratif dans lequel la demande ne faiblit pas.

POINTS CLES

NouvelObs – Le Monde

- 95 000 morts liés à la guerre contre le narcotrafic sur la période 2007-2012
- 27 chefs d'organisations criminelles sur les 37 cibles prioritaires établies en 2006 ont été arrêtés ou tués
- El Chapo fait l'objet de demandes d'extraditions dans 6 Etats américains pour production et trafic de drogue, crime organisé, blanchiment d'argent, complicité d'assassinat, etc.

¹ Drugs Enforcement Administration.

A lire également

- Brésil. Arrestation du plus gros trafiquant de cocaïne de rio de Janeiro
- *Eclairage sur l'appréhension par la communauté internationale du problème mondial des drogues, par Déborah Alimi, doctorante à l'école doctorale de science politique de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.* | Partie 1 & Partie 2
- Les militaires mexicains accusés de violations des Droits de l'Homme à l'encontre de civils seront désormais jugés par des tribunaux civils



Argentine/Union européenne : contentieux sur les exportations de biodiesel

Par Alexandre Barthès

Membre du Comité Amérique latine – 67^e session, Amiens 2010

Dans le cadre de la procédure engagée par l'Argentine en décembre 2013, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a validé le 25 avril 2014 la proposition de l'Argentine de mise en place d'un panel visant à régler le différend qui l'oppose à l'Union européenne (UE) sur les exportations de biodiesel.

Depuis près de deux ans, les relations commerciales entre l'Argentine et l'UE sont marquées par un contentieux relatif aux exportations argentines de biodiesel vers l'Union. En effet, suite à une plainte déposée par l'European Biodiesel Board¹, la Commission européenne a ouvert, en août 2012, une procédure antidumping concernant les importations de biodiesel en provenance d'Argentine.

Les producteurs européens estiment que le système de taxe différentielle à l'export en vigueur en Argentine constitue un facteur de distorsion des coûts favorables aux producteurs argentins.

¹ Le European Biodiesel Board (EBB) est l'association représentant les principaux producteurs européens de biodiesel.

Cette procédure s'est conclue en mai 2013 par la mise en place d'un droit antidumping provisoire sur les importations de biodiesel argentin.

Ces mesures provisoires ont été confirmées et définitivement adoptées le 19 novembre 2013. En outre, le biodiesel argentin était également inclus dans les mesures de rétorsions adoptées par l'Espagne en juin 2012 suite à la nationalisation d'YPF par l'Argentine¹.

Dénonçant un « protectionnisme agressif »¹¹, l'Argentine, premier exportateur mondial de biodiesel, a engagé à l'OMC trois procédures contre l'UE depuis 2012. L'Argentine estime que les mesures prises par l'UE sont contraires à certains points de règlement de l'OMC.

Soutenant la procédure engagée par le gouvernement, les producteurs argentins, par la voie de la CARBIO², ont souligné que les mesures adoptées par l'UE contribuaient à fermer le marché européen et à fausser la concurrence. Ils insistent également sur les conséquences de ses mesures sur l'ensemble de la filière soja en Argentine.

² La CARBIO (Camara Argentina de Biocombustibles) est l'association à but non lucratif représentant les producteurs argentins de d'agrocultures.

Argentine. En effet, avec la fermeture du marché européen, principal débouché, les exportations nationales de biodiesel se sont effondrées fragilisant ainsi les structures industrielles.

Les producteurs argentins anticipent une réduction de 40% des exportations en 2014. La perte du marché européen peut difficilement être compensée d'autant que les principaux consommateurs de biodiesel hors UE (Etats-Unis, Brésil) sont autosuffisants et protègent également l'accès au marché.

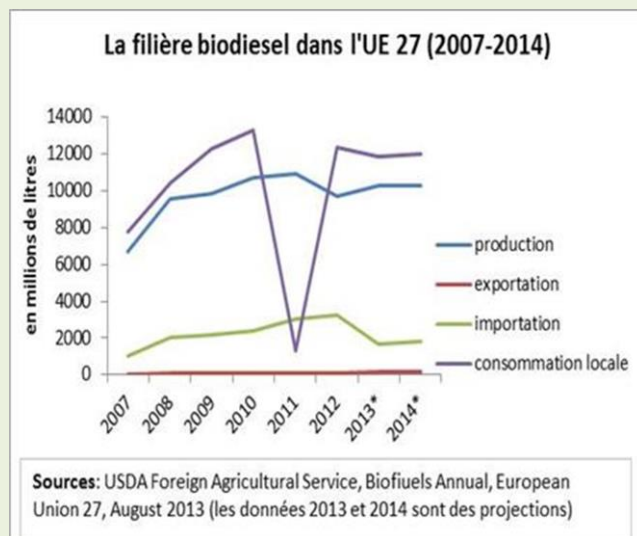
Une fermeture durable du marché européen pourrait également entraîner une diminution des prix mondiaux d'huile de soja et fragiliser d'autant la filière argentine. Afin de compenser les pertes engendrées et soutenir ses producteurs, le parlement argentin a adopté début mai 2014 des exonérations de taxes concernant le biodiesel. Par ailleurs, une réduction des importations argentine de gasoil et une augmentation du taux d'incorporation au niveau national ont été évoquées sans encore avoir trouvé de concrétisation.

La multiplication des contentieux commerciaux (notamment avec l'UE, le Brésil ou le Japon) et une fragilisation durable de sa filière soja et plus largement de sa filière agricole, pourraient contraindre l'Argentine à redéfinir sa stratégie protectionniste qui suscite l'inquiétude de ses partenaires commerciaux.

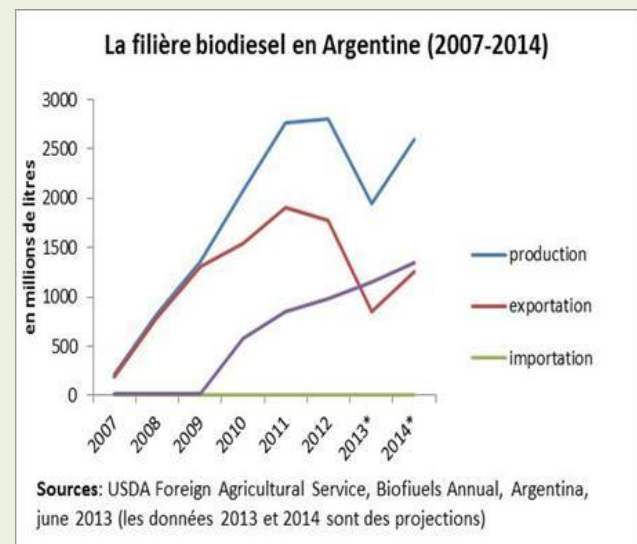
A lire également

- Partenariat carbone Chine/ Amérique latine
- Colombie : petits agriculteurs en grève
- Mexique : manifestation contre la réforme du pétrole

POINTS CLES



Principaux clients de l'Argentine (2010) : Espagne (42%) ; Pays-Bas (35%) ; Italie (16%)



Remarque : En 2010, seulement 17% du biodiesel consommé dans l'UE était importé et l'Argentine est le premier fournisseur extérieur¹.

Une élection présidentielle en Colombie qui peine à mobiliser ?

Par
Nicolas Bouveret
Membre du Comité Amérique latine

Le 15 juin prochain, aura lieu le second tour des élections présidentielles en Colombie entre le candidat du parti Centro Democrático de l'ancien Président Alvaro Uribe, Óscar Iván Zuluaga et l'actuel Président Juan Manuel Santos du Parti Unidad Nacional. À la surprise générale, le candidat Zuluaga est arrivé en tête du premier tour le 25 mai dernier avec 29,25% des votes devant Juan Manuel Santos (25,69%). Ce score pour le Candidat se voulant l'héritier de la politique de l'ex-Président Alvaro Uribe est une petite surprise puisque des sondages datant de la fin du mois d'avril prévoient un fort écart entre les deux candidats en faveur de Santos (32% des intentions de vote contre 20,5% favorables à Zuluaga). Autre particularité de cette élection, la difficulté à intéresser la population. Ce manque d'engouement populaire s'est traduit par la faible affluence dans les bureaux de votes avec une abstention de l'ordre de 59,3% des électeurs.

Face à ce manque d'intérêt de la population, l'objectif annoncé des deux candidats est de convaincre les indécis ne s'étant pas déplacés dans les bureaux de votes le 25 mai dernier et de renforcer leurs alliances respectives. Au jeu des alliances, l'actuel Président semble garder une longueur d'avance en

bénéficiant du report de vote annoncé de Clara López du Parti Alianza Verde (15,23%).

Dans son sillon, la majorité des candidats a annoncé son soutien au candidat Santos à l'exception du groupe de coordinateurs régionaux qui avait soutenu lors du premier tour la candidate Marta Lucía Ramírez du parti conservateur, créditée de 15,52% au premier tour. La principale différence dans le programme des deux candidats de second tour concerne la gestion de la problématique liée aux Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC). Juan Manuel Santos a marqué son premier mandat par la reprise du dialogue avec les FARC alors que Zuluaga s'inscrit dans la lignée de la politique de fermeté d'Alvaro Uribe en annonçant ne pas souhaiter négocier avec les FARC tant qu'ils agiraient de manière illégale.

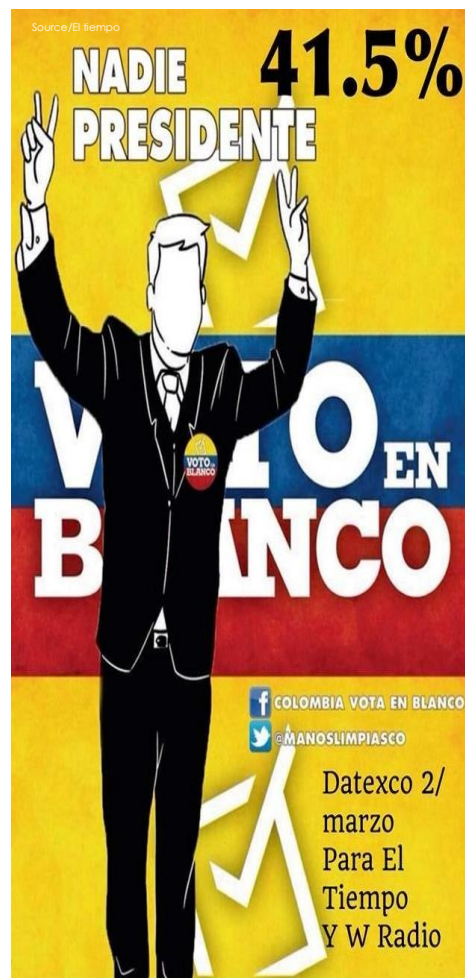
Ce clivage entre les 2 candidats divise la population à tel point que selon les premiers sondages menés par l'agence Cifras y Conceptos, Santos serait crédité de 38% des intentions de vote contre 37% à son adversaire, 15% prévoyant de voter blanc et 10% se déclarant toujours indécis. Le second tour qui permettra l'élection du 60ème Président Colombien pour un mandat de 4 ans s'annonce donc indécis et dépendra de la capacité de chacun des 2 camps à convaincre la majorité de la population qui ne s'est pas déplacé aux urnes au premier tour, celle-ci se sentant peu concernée par des clivages politiques qui semblent réservés à une élite et ayant perdu confiance en une classe politique jugée corrompue et peu prompte à résoudre les problèmes du quotidien (entretien des infrastructures, criminalité et inégalités sociales).

Pour aller plus loin

- Les résultats du premier tour
- Clara Lopez soutient Juan Manuel Santos
- Estimation de vote pour le second tour

A suivre également

Les primaires en Uruguay se sont tenues le 1er juin en vue des élections présidentielles du 26 octobre prochain.



| AGENDA



Du 27 mai au 18 septembre

Expositions Murmures des Amériques – graffiti et street art en Amérique latine
[Maison des Amériques](#)



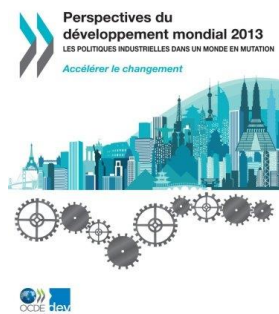
20 juin 2014

Concert Colombia de mis recuerdos
[Maison des Amériques](#)

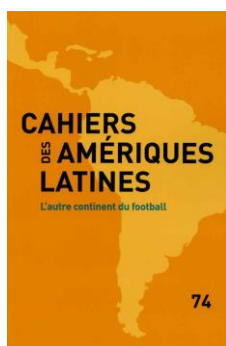
| PUBLICATIONS



La nouvelle Amérique latine, de Christophe Ventura aux éditions Armand Colin



Perspectives du développement mondial 2013, OCDE



L'autre continent du football (Cahiers des Amériques latines n°74), IHEAL

Directeur de publication : François Mattens
Rédacteurs en chef : Carole Herraiz, Pierre Marey-Semper
Comité de relecture : Alexandre Bartès, Victor Lacadée, Gabriel Coloma.

ANAJ-IHEDN
1, place Joffre
Case 41
75007

www.anaj-ihedn.org

Retrouvez toutes les publications de l'ANAJ-IHEDN sur

<http://www.anaj-ihedn.org/category/actualites/publications-revues/>